

SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

La récession a été brutale. Le chômage a atteint des niveaux records. Les bénéfices des entreprises ont chuté. Les faillites se sont multipliées. La demande de biens s'est contractée, tant dans le pays que sur nos marchés d'exportation.

Les difficultés économiques des États-Unis et de tous les pays industrialisés d'Europe ont aggravé les problèmes du Canada. Le chômage a atteint dans tous ces pays un niveau sans précédent. Leurs industries et leurs consommateurs souffrent comme ici de taux d'intérêt élevés et d'une baisse de la production. Ils ne peuvent plus acheter autant de nos ressources naturelles et de nos produits fabriqués qu'auparavant. Leurs gouvernements ne sont pas en mesure ou n'ont pas choisi de concevoir leur politique économique pour nous aider à sortir de la récession.

La persistance de la récession et des taux d'intérêt élevés aux États-Unis est l'obstacle le plus important, au niveau international, à une reprise de la croissance au Canada et dans le reste du monde. Certains signes portent à croire que la récession pourrait bientôt prendre fin aux États-Unis pour faire place à une reprise modeste. On prévoit cependant que la production réelle pour l'ensemble de l'année 1982 sera de 1½ à 2 p. 100 inférieure au niveau de 1981. De plus, les taux d'intérêt réels élevés aux États-Unis continuent de contrecarrer une reprise vigoureuse. Ils contribuent également à maintenir les taux d'intérêt à un niveau plus élevé que ne le justifierait la situation intérieure dans les autres pays, y compris au Canada. Ces derniers mois, les capitaux ont été attirés par les taux d'intérêt élevés aux États-Unis à un point tel que le dollar américain a fortement monté vis-à-vis de toutes les grandes monnaies. Il a gagné moins par rapport au dollar canadien que vis-à-vis des autres monnaies importantes.

Bien que notre économie ait été sérieusement touchée par ces facteurs internationaux, elle demeure fondamentalement vigoureuse. Les richesses naturelles du Canada restent considérables et les Canadiens sont tout aussi qualifiés et compétents qu'avant. Nos entreprises doivent faire face à un fléchissement des marchés, à une chute des bénéfices et à des problèmes sérieux de trésorerie, mais elles sont capables de traverser cette impasse difficile. Nos institutions financières sont bien gérées et réglementées avec prudence. Le secteur des petites entreprises et celui de l'habitation sont confrontés à des difficultés plus sérieuses, mais les mesures que j'annonce ce soir leur apporteront une aide appréciable. Les stabilisateurs incorporés à nos régimes de recettes et de dépenses publiques contribuent à soutenir les revenus face à la baisse de l'activité économique.

Le grand danger, cependant, est que nous laissions notre compétitivité se dégrader. Nos résultats en matière d'inflation sont actuellement beaucoup moins favorables que ceux de nos principaux partenaires commerciaux. L'évolution de notre productivité est également très décevante. Nous en payons tous le prix en ce moment. Cependant, les implications sont encore plus menaçantes pour l'avenir si nous n'améliorons pas nos résultats. Nos prix nous évinceraient des marchés d'exportation, ce qui nous coûterait cher au niveau de l'emploi et de la croissance.

Nous devrions tous être préoccupés par la lenteur de nos progrès dans la réduction de l'inflation. La hausse de l'indice des prix à la consommation s'établissait à 11.8 pour cent en mai. Si les tendances actuelles se maintiennent, l'inflation ne sera guère inférieure à 11 pour cent pour l'ensemble de l'année

Le budget—M. MacEachen

1982. Ce taux serait de 4 à 5 points plus élevé qu'aux États-Unis et d'à peu près 6 points de plus qu'en Allemagne et au Japon. Cela est manifestement insuffisant. Les augmentations salariales ont été de 12¼ pour cent au Canada au premier trimestre de 1982. Les hausses de salaires sont donc d'environ 5 points plus élevées au Canada qu'aux États-Unis en moyenne. Comment pouvons-nous espérer rester compétitifs si cette situation persiste?

La récession a considérablement alourdi aussi la situation financière du gouvernement. La chute des recettes fédérales est le résultat inévitable de la baisse de la production, de l'emploi et du revenu. J'estime aux environs de \$4.5 milliards la perte de recettes attribuable à la récession en 1982-83. Le niveau moins élevé des prix internationaux du pétrole et l'abaissement des taxes énergétiques annoncé récemment par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) ont également retranché \$1.6 milliard aux recettes fédérales pour l'exercice financier en cours. Je prévois maintenant que les recettes budgétaires totales seront de \$58.6 milliards en 1982-83, soit \$6.4 milliards de moins que les \$65 milliards prévus en novembre.

La récession a également influé sur les dépenses fédérales. Des taux d'intérêt plus élevés accroissent les dépenses des pouvoirs publics tout comme celles des entreprises et des particuliers. On s'attend à ce que le service de la dette publique coûte \$1.1 milliard de plus que prévu initialement. Le report de certaines dépenses énergétiques à l'exercice en cours a diminué nos dépenses de \$1.1 milliard en 1981-82 et les a augmentés d'autant en 1982-83. De plus, le gouvernement a approuvé quelques dépenses supplémentaires dont la plupart sont également liées à la récession. Une somme de \$400 millions a été affectée au début de l'année au soutien direct de l'emploi et à l'extension des conditions variables d'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage. Les paiements plus élevés accordés aux provinces pendant les négociations sur les arrangements fiscaux accroîtront nos dépenses de \$200 millions cette année. Ces mesures et d'autres modifications mineures ont eu pour effet de porter le total des dépenses budgétaires à \$78.1 milliards en 1982-83. Ce chiffre dépasse de \$2.6 milliards celui de \$75.5 milliards prévu en novembre. De plus, la hausse des paiements d'assurance-chômage ajoutera environ \$2 milliards à nos besoins financiers.

Il en résulte que le déficit budgétaire prévu pour l'exercice en cours dépasse de beaucoup celui que je prévoyais en novembre: \$19.6 milliards, contre une projection initiale de \$10.5 milliards et une estimation de \$12.9 milliards pour 1981-82. On prévoit maintenant que nos besoins financiers atteindront \$17.1 milliards, alors que le budget de novembre escomptait des besoins de \$6.6 milliards.

Ces augmentations sont dues principalement à la réaction automatique de nos systèmes de recettes et de dépenses à la récession. Il faut laisser agir ces stabilisateurs automatiques pour éviter une récession pire encore. Ce n'est pas le moment de se débarrasser de ces stabilisateurs, de réduire l'assurance-chômage ou de sabrer dans les dépenses qui assurent un revenu aux Canadiens.

• (2020)

Le dernier budget a mis en place une structure des recettes et des dépenses qui devrait permettre, lorsque la reprise sera bien amorcée, de résorber progressivement le déficit et de ne